

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société Carrières CHOUVET
Communes de Saint-Crépin-Ibouwillers et Ivry-le-Temple**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 février 2019 autorisant la société Carrières CHOUVET à exploiter une carrière de sablon sur le territoire des communes de Saint-Crépin-Ibouwillers et Ivry-le-Temple ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu la demande de modification présentée le 13 septembre 2024 par la société Carrières CHOUVET pour son site situé sur le territoire des communes de Saint-Crépin-Ibouwillers et Ivry-le-Temple ;

Vu la demande de modification présentée le 15 novembre 2024 par la société Carrières CHOUVET pour son site situé sur le territoire des communes de Saint-Crépin-Ibouwillers et Ivry-le-Temple ;

Vu le rapport et les propositions du 10 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 21 janvier 2025 par courriel ;

Vu le retour du demandeur le 22 janvier 2025 par courriel sur ce projet ;

Considérant ce qui suit :

1. les demandes de modifications présentées par la société Carrières CHOUVET consistent à :
 - modifier la remise en état du site ;
 - intégrer une piste de circulation sur la bande des 10 mètres ;
2. les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

3. le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
4. il convient de prendre en compte les modifications sollicitées et de modifier les prescriptions applicables au site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Carrières CHOUVET dont le siège social est situé 1 rue des Aulnaies à Therdonne (60150) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite au lieu dit « Les Bruyères » sur le territoire des communes de Saint-Crépin-Ibouwillers et Ivry-le-Temple.

Article 2

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 26 février 2019	Article 6.2.5	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
	Article 6.3.2.3	Supprimé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté

Article 3 : Extraction

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres avec les limites du périmètre sur lequel porte la présente autorisation.

Sur cette zone appelée « bande des 10 mètres », toute excavation, tout stockage de matériaux extérieurs et/ou déchets sont interdits.

Les travaux d'extraction sont réalisés à l'aide d'une chargeuse.

La profondeur maximale d'extraction est de 10 mètres par rapport au terrain naturel d'origine et pourra atteindre au maximum une cote de 96,8 mètres NGF.

Article 4 : Principe de remise en état

Un réaménagement à la cote initiale du terrain naturel avec raccordement à la topographie environnante est mis en œuvre.

Pour combler le vide de fouille laissé par l'extraction du sablon, le réaménagement est effectué sur un apport de terres et d'inertes extérieurs.

La terre végétale agricole et son horizon minéral racinaire immédiatement sous-jacent, conservés sous forme de merlons paysagers en pourtour du site, sont en dernier lieu régalez sur les différentes phases extraites à l'aide d'une pelle hydraulique et d'un bulldozer, sur une épaisseur de 80 cm.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;

2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 6 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Saint-Crépin-Ibouwillers et Ivry-le-Temple pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Les maires de Saint-Crépin-Ibouwillers et Ivry-le-Temple font connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir : <https://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, les maires de Saint-Crépin-Ibouwillers et d'Ivry-le-Temple, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **03 FEV. 2025**
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,


Frédéric BOVET

Destinataires :

La société Carrières CHOUVET

Les maires des communes d'Ivry-le-Temple et de Saint-Crépin-Ibouwillers

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France